

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE L'IMMOBILIER : GESTION ET ADMINISTRATION DE BIENS

photo

Bernadette LE BAUT-FERRARESE

1^{ère} période : L'UE et l'administration de biens

2^e période : Energie, Environnement et développement durable

Maître de conférences HDR

bernadette.ferrarese@wanadoo.fr

TITRES ET DIPLÔMES

2011 Habilitation à diriger des recherches : *Interactions des droits européen et nationaux/Droit du développement durable*, dir. Professeur M. Karpenschif, Lyon 3.

1996 Doctorat droit public : *La Communauté européenne et l'autonomie institutionnelle et procédurale des Etats membres*, dir. Professeur T. Debard, Lyon 3.

ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

Depuis 1997

Maître de conférences – Habilitée à diriger des recherches (2011), Faculté de droit, Lyon 3.

Depuis 2007

Co-directrice du Master 2 Droit européen des affaires, Lyon 3.

Autres

Membre du Collège d'experts de la Section de droit public de Lyon 3.

Membre élue du conseil d'administration de Lyon 3 (2006-2012)

Disciplines enseignées (cours magistraux)

Droit européen (UE/CEDH) : institutionnel et matériel.

Droit public économique

Droit de l'énergie : européen et national (Lyon 3 ; INSA de Lyon)

Institut de Droit Patrimonial et Immobilier (IDPI)

Université Jean-Moulin Lyon 3, Faculté de droit

15 quai Claude Bernard • 69007 Lyon BP 0638 • 69239 Cedex 02 • idpi@univ-lyon3.fr

<http://idpi.univ-lyon3.fr/>

Missions d'enseignement régulières en droit européen et en droit européen de l'énergie à l'Université de Szeged (Hongrie) (2005-2015).

PUBLICATIONS

Ouvrages

1. *Traité de droit des énergies renouvelables*. – 2^e éd. Paris : Le Moniteur, déc. 2012. – 685 p. (collab. I. Michallet).
2. *La pratique du droit européen (UE) par le juge judiciaire*. – J.-S. Bergé (dir.), Dalloz 2016.
3. *Les transitions énergétiques dans l'UE*. – B. Le Baut-Ferrarese (dir.), Bruylant, 2015, 266 p.
4. *Les Grands arrêts de la jurisprudence de l'UE*. – M. Karpenschif et C. Nourissat (dir.), PUF, 2010, 420 p. (rédaction de 11 commentaires) – 2^e éd. PUF, 2014, 515 p. – 3^e éd. à paraître.

Articles

5. « Collectivités territoriales et production d'énergie renouvelable », JCP A 2016 (à paraître).
6. « La distribution d'énergie au lendemain de la loi sur la transition énergétique » – *AJCT* 2016, p. 17-21.
7. « Les énergies renouvelables en transition » – *Energie - Env. - Infrastr.* 2015 (n°10), étude 8, p. 31- 39.
8. « Le juge judiciaire de cassation au service de l'application exacte du droit de l'UE », *in* Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire intéressant le droit de l'Union, année 2014, J.-S. Bergé (dir.). – *RTDEur.* 2015.
9. « Le juge judiciaire acteur de l'intégration normative », *in* Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union, année 2013, J.-S. Bergé (dir.). – *RTDEur.* 2014-2, p. 435-438.
10. « Le juge judiciaire acteur de l'intégration normative dans le cadre de l'autonomie procédurale nationale », *in* : Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire française intéressant le droit de l'Union, année 2013, J.-S. Bergé (dir.). – *RTDEur.* 2014-2, p. 438-440.
11. « L'office du juge national. La gestion de la contrainte normative », *in* Chr. EDIEC Jurisprudence judiciaire intéressant le droit de l'Union, année 2012, J.-S. Bergé (dir.). *RTDEur.* 2013, p. 457-464.
12. « Le marché intérieur européen au coeur de la transition énergétique ». – *Revue Lamy Droit des Affaires*, mars 2013, p. 52-54.
13. « L'obligation d'achat d'électricité renouvelable face au droit des aides d'Etat de l'UE ». – *CP-ACCP*, févr. 2013, p. 73-77.
14. « Les appels d'offres du droit de l'énergie : un instrument spécifique pour le soutien de l'électricité renouvelable ? ». – *CP-ACCP*, mai 2012, p. 32-37.
15. « Les énergies renouvelables, nouveau champ d'activité pour les entrepreneurs agricoles », *RD rur.* 2012, étude 2, p. 15-26.

16. « La réception du Protocole de Kyoto en droit européen ». – *RTD eur.* 2010, p. 55-72.
17. « Européenne, la taxe carbone devrait-elle l’être ou à défaut ne pas être ? ». – *Environnement*, 2010 (n°6), étude 12, p. 13-16.
18. « Nouvelles règles pour l’attribution des concessions hydroélectriques » (collab. I. Michallet). – *JCP A*, 23 mars 2009, n°2071, p. 39-45.
19. « La nature des droits négociables à polluer ou à produire plus “ vert ” au regard du droit communautaire des aides d’Etat ». – *Environnement*, 2009 (n° 2), p. 16-19.
20. « Droit spatial européen, chroniques de l’Union européenne ». – *Revue française de droit aérien et spatial (RFDAS)* 2008, p. 248-265.
21. « Droit spatial européen, chroniques de l’Union européenne ». – *Revue française de droit aérien et spatial (RFDAS)* 2-2006, p. 130-154.
22. « La loi d’orientation agricole du 6 janvier 2006 et les énergies renouvelables », – *Environnement* 2006 (n°4), p. 10-13.
23. « La loi d’orientation sur l’énergie du 13 juillet 2005 et les énergies renouvelables ». – *AJDA* 2006, p. 189-195.
24. « Dans quelle situation le droit de l’Union européenne s’applique-t-il en droit interne ? ». – *Les Petites Affiches*, 17 mai 2005, p. 4-9.
25. « L’office du juge administratif des référés face à la règle européenne ». – *Les Petites Affiches* 25 février 2004, p. 4-11.
26. « Les procédures d’urgence et le langage du droit ». – *RFDA* 2002, p. 296-314.
27. « Le droit communautaire au soutien du consommateur ? A propos de l’article L. 311-37 du Code de la consommation ». – *Les Petites Affiches* 29 mai 2001, p. 16-22.
28. « Arrêts récents de la Cour de justice des Communautés européennes en matière de mesures provisoires : réflexions sur l’effet de “modèle” des procédures issues de la Communauté européenne ». – *Dalloz* 1998, Doctr. p. 306-310.

Notes de jurisprudence

29. « La suspension de l’obligation d’achat d’électricité solaire photovoltaïque n’est pas constitutive d’une responsabilité de l’Etat ». – Commentaire sur CE 25 sept. 2015, *Sté Planet Bloo, Energie – Env. – Infrastr* – déc. 2015 (n° 12).
30. « Nouvelle prise de position de la CJUE sur l’euro-compatibilité des mécanismes nationaux de soutien à l’électricité renouvelable ». – Commentaire sur CJUE (Gr. ch.), 1^{ER} juillet 2014, *Alands Vindkraft*, aff. C-573/12, *Environnement* 2014 (n° 11), p. 34-39.
31. « L’opposabilité de la Loi littoral à l’implantation d’éoliennes ». – Commentaire sur CAA Nantes, 28 janv. 2011, *Sté Néo-Plouvien, JCP A* 2011, n° 2121, p. 39-43.

32. « La nature juridique des éoliennes à la lumière de la loi Montagne ». – Commentaire sur CAA Marseille, 21 oct. 2010, *SA Tencia*, *JCP A* 2011, n° 2121, p. 43-47.
33. « L'impact paysager des éoliennes ». – Note sous TA Lyon, 4 nov. 2008, *JCP A* 3-2009, p. 37-40.
34. « Coup de vent sur les éoliennes ? ». – Note sur CE 6 août 2008, *Vent de colère et Vent du bocage*, *AJDA* 2008, p. 2117-2120.
35. « La Cour européenne des droits de l'homme et les droits du malade, la consécration par l'arrêt *Pretty* du droit au refus de soin ». – Note sur CourEDH, 29 avril 2002, *AJDA* 2003, p. 1383-1388.

Revues universitaires

36. « Le droit communautaire à la recherche de son juge administratif de l'urgence ». – *Cahiers du Centre de recherches européennes (CDRE)*, Université J. Moulin-Lyon 3, 1998, p. 39-72.

Communications dans un congrès international avec publication des actes

37. « Quelle place pour la politique nationale de l'énergie ? » *in* : *Les transitions énergétiques dans l'UE* (dir. B. Le Baut-Ferrarese) – Colloque des 14-15 nov. 2013, CEE Lyon 3, Bruylant, 2015, p. 197-221.
38. « Le marché des énergies renouvelables et le droit du libre-échange », *in* : *Les défis énergétiques à la lumière du droit international au XXIème siècle* (dir. S. Doumbé-Billé) – Colloque des 8 et 9 déc. 2010, organisé par le Centre de droit international de l'Université J. Moulin-Lyon 3, Larcier, 2010, p. 177-197.

Communications dans un congrès national avec publication des actes

39. « Les énergies marines renouvelables et la protection des paysages » *in* : *Le patrimoine et la mer* (dir. N. Boillet, G Goffaux-Callebaut) – Colloque des 23-24 juin 2016, organisé par l'Université de Bretagne occidentale. Actes à paraître Pédone (2017).
40. « L'opposabilité du droit de l'Union européenne à l'Etat devant la Cour de cassation » *in* : *La pratique du droit européen (UE) par le juge judiciaire* (dir. J.-S. Bergé) – Journée d'étude du 12 juin 2015, Lyon 3, Dalloz, 2016, p. 9-25.
41. « Les énergies renouvelables, nouveau champ d'activité pour les entrepreneurs agricoles », *in* : *L'espace rural : vers un espace de conciliation et d'équilibre ?* – XXVII^e Congrès national de l'Association française de droit rural, Lyon, 14 et 15 octobre 2011, *RD rur. 2012*, étude n° 2, p. 15-26.
42. « Quel droit pour le marché dans l'Union européenne demain ? », *in* : *Justice et solidarité dans la société internationale, perspectives actuelles et futures*. – Colloque du 3 avril 2008, Centre de droit international (Université J. Moulin-Lyon 3). – Bruxelles : Bruylant, 2009. – p. 143-155.
43. « La “ constitutionnalisation ” de la Charte des droits fondamentaux » (collab. M. Karpenschif), *in* : *La Convention sur l'avenir de l'Europe*. – Colloque du 16 mai 2003, Centre d'études européennes (CEE) (Université J. Moulin-Lyon 3), Bruylant, 2004, p. 125-161.
44. « Le juge communautaire et les marchés publics », *in* : *Marchés publics et délégations de service public face au droit communautaire*. – Colloque du 4 juin 1999, organisé par l'Institut

Institut de Droit Patrimonial et Immobilier (IDPI)

Université Jean-Moulin Lyon 3, Faculté de droit

15 quai Claude Bernard • 69007 Lyon BP 0638 • 69239 Cedex 02 • idpi@univ-lyon3.fr

<http://idpi.univ-lyon3.fr/>

d'études administratives (IEA) et le Centre de documentation et de recherche européenne (CDRE) (Université J. Moulin-Lyon 3), *Les Petites Affiches* 2 février 2000, p. 65-69.

45. « L'émergence d'un droit communautaire de la protection juridictionnelle du consommateur ». – in : *Vers un code européen de la consommation. Codification, unification et harmonisation du droit des Etats membres de l'Union européenne*. – Colloque des 12 et 13 décembre 1997, Groupe de recherches en droit des affaires et de la propriété (GRDAP) (Université Lumière-Lyon 2), Bruylant, 1998, p. 287-304.

Communications orales dans un congrès national sans publication

46. « Présentation du contexte et de différents montages juridiques pour des projets photovoltaïques et éoliens », in : *Comment faciliter l'investissement des collectivités, des acteurs locaux ou des citoyens dans les projets d'électricité verte ?* – Conférence du 26 février 2009 organisée par RHONALPENERGIE-Environnement (RAEE), Lyon, EUREXPO.

Articles de presse

47. « La loi Grenelle 2 et le contenu des politiques locales ». – Etude – *Le Courrier des maires*, Editions Le Moniteur, novembre 2010, n° 240.
48. « La loi Grenelle 2 et les collectivités locales. Aspects institutionnels ». – Etude – *Le Courrier des maires*, octobre 2010, n° 239.
49. « Les conditions d'implantation et d'exploitation des éoliennes ». – Etude. – *Le Courrier des maires*, juin 2010, n° 236.
50. « Energies renouvelables : quel rôle pour les collectivités locales ? ». – Etude. – *Le Courrier des maires*, mai 2010, n° 235.
51. « La loi Grenelle 1. Grands principes et gouvernance ». Etude. – *Gazette des communes*, 18 janv. 2010, p. 56.
52. « La loi Grenelle 1. Le volet transports ». – Etude. – *Gazette des communes*, 4 janv. 2010, p. 48.
53. « La loi Grenelle 1. Le volet déchets ». – Etude. – *Gazette des communes*, 14 déc. 2009, p. 52.
54. « La loi Grenelle 1. Le volet urbanisme et biodiversité ». – Etude. – *Gazette des communes*, 7 déc. 2009, p. 54.
55. « La loi Grenelle 1. Les énergies renouvelables ». – Etude. – *Gazette des communes*, 23 nov. 2009, p. 54.
56. « La loi Grenelle 1. L'efficacité énergétique ». – Etude. – *Gazette des communes*, 9 nov. 2009, p. 58.
57. « La loi Grenelle 1. L'appropriation juridique des débats ». – Etude. *Gazette des communes*, 26 oct. 2009, p. 58.
58. « Quels montages juridiques pour l'utilisation du domaine public à des fins de production d'électricité photovoltaïque ? ». – Etude. – *Gazette des communes*, 6 avr. 2009, p. 50.

